L'administration territoriale de la France (1750-1940)

Claude Mazauric

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/921>

DOI : 10.4000/ahrf.921

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1999

Pagination : 549-550

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Mazauric, « L'administration territoriale de la France (1750-1940) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 317 | juillet-septembre 1999, mis en ligne le 10 avril 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/921> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.921>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

L'administration territoriale de la France (1750-1940)

Claude Mazauric

RÉFÉRENCE

L'administration territoriale de la France (1750-1940). Actes du colloque de l'université d'Orléans (30 sept. - 2 oct. 1993). Textes réunis par Michel Pertué, Orléans, Presses de l'Université, 1998, 671 pp.

- 1 Recueil des actes d'un magistral colloque interdisciplinaire, d'ailleurs inscrit dans la continuité de deux colloques précédents tenus à l'université d'Orléans, l'un en 1986 (actes parus sous le titre *La Révolution française et l'ordre juridique privé. Rationalité ou scandale?*, P.U.F. 1987), l'autre en 1989 consacré à la naissance des communes du département du Loiret, le présent recueil se signale par la largeur de vue de la plupart des auteurs de communications, l'étendue des problèmes abordés et l'importance des conclusions que chacun pourra tirer de cette somme de travaux placés en regard d'une histoire française et comparée de longue durée. Il se trouve d'autre part – et cela est tout naturel à nos yeux – que la part des communications consacrées à la période de la Révolution française, ici considérée comme re-fondatrice, est si considérable que les actes de ce colloque intéresseront tout particulièrement les lecteurs de nos *Annales*. Qu'on en juge: sur quarante-huit articles de type scientifique – hors allocutions, salutations et discours – seize traitent de la période révolutionnaire et impériale et onze d'un Ancien Régime reçu ici comme terminal. Quant aux vingt et une autres communications, quoique tournées vers l'époque contemporaine qu'abordent aussi plusieurs grands commis de l'État, les questions qu'on y évoque contribuent à éclairer *a posteriori*, le contenu et même la finalité des grandes décisions révolutionnaires comme la création des départements ou la loi municipale du 14 décembre 1789.
- 2 Répartis en huit ateliers, les 157 participants français et étrangers de ce colloque, historiens et sociologues, juristes et politologues, membres de la haute fonction

publique, du Conseil d'État, de la Cour des comptes et des grands organismes régionaux, tous se sont attachés à confronter leurs savoirs positifs, leurs vues théoriques et, le cas échéant leur expérience administrative, tout au long d'échanges particulièrement féconds; la transcription de ces débats, hélas, n'a pas été reproduite mais les huit rapports de synthèse relatifs aux discussions des groupes de travail et les allocutions initiales comme le rapport terminal de Vincent Wright de l'université d'Oxford, permettront au lecteur de prendre globalement la mesure de la vivacité des échanges et du grand apport de ce colloque.

- 3 Sans vouloir établir une sorte de tableau d'honneur des collaborations, je signalerai cependant quelques articles dont le contenu m'a paru particulièrement problématisé ou le plus en rapport avec l'histoire de la Révolution française. Retenons par exemple l'étude très neuve de Marie-Vic Ozouf-Marignier *Les géographes et le découpage administratif de la France* (pp. 3-14), l'article récapitulatif de Émile Vié «L'administration locale de la France de 1789 à 1799» (pp. 131-144), la comparaison du modèle municipal italien et français à l'époque impériale par Piero Aimo (pp. 135-166), l'étude par Jean Boissière des subdélégations urbaines de Paris au XVIII^e siècle, qui laisse entrevoir une pratique conduisant aux découpages postérieurs (pp. 219-234), le regard porté par Vida Azimi sur l'organisation de la France conçue par Sieyès (pp. 365-378), le retour sur le projet constitutionnel de 1793 dans ses implications territoriales et administratives (Michel Pertué, pp.387-406) et la recherche de l'équilibre «centre-périphérie» – trois ateliers sur cette problématique – dans l'étude de la loi du 5 avril 1884 par Jean-Pierre Machelon (pp.509-523). Selon ses préoccupations propres ou son questionnement intéressé, d'autres articles appelleront l'attention du lecteur, notamment ceux qui ont trait aux agents d'exécution (P. Bernard, p. 533), au centralisme (M. Dorigny, p. 305), à la fonction publique centrale (C. Kawa, p. 315) ou «territoriale» comme nous disons aujourd'hui (pp. 111, 145, 279 etc.). En réalité le lecteur avisé trouvera aisément à faire son miel en parcourant ce passionnant recueil qui réunit une somme impressionnante d'analyses et de *case studies*.
- 4 Trois idées générales m'ont paru ressortir des travaux présentés et des rapports conclusifs. Un constat tout d'abord: si depuis deux cent cinquante ans, le système d'administration territoriale français a été constamment soumis à des réformes, souvent radicales et contradictoires, il a présenté simultanément une incroyable capacité de résistance; une permanence inscrite dans des pratiques sociales fortes et dans la culture des masses comme des élites, notamment la culture politique. Secondement, cette résistance ou cette permanence paradoxale ont tenu, me semble-t-il, à la complexité de la structure systémique qui s'est pérennisée sous les changements légaux et réglementaires, les grandes réformes révolutionnaires ayant d'ailleurs contribué à consolider et à magnifier cet acquis venu de fort loin. La complexité elle-même a donné de la plasticité à la dialectique des rapports entre la centralisation étatique et l'autonomie municipale ou territoriale en favorisant, au-delà des tensions les plus vives, la recherche de compromis périodiques, finalement viables à l'échelle de durées moyennes et surtout qui se sont avérés efficaces pour la (re)construction des liens sociaux après les crises et pour la réalisation des tâches nationales: la pérennité des départements et la stabilité du cadre communal, malgré les variations des limites de finage, l'illustrent excellemment. Troisième caractéristique enfin: la fameuse «spécificité» de cette histoire bien française, peu exportable il est vrai hors des frontières nationales et peu comparable à ce qui se fait ailleurs si j'en crois les communications présentées. Cette spécificité n'était-elle pas liée en son fond au

caractère exceptionnel de la longue constitution de l'État-nation français depuis sa lutte initiale contre la tentative – vraie ou mythique, cela ici importe peu – de «monarchie universelle» du Habsbourg de Madrid et de Vienne, jusqu'à l'affirmation de la souveraineté nationale comme principe intangible pendant et à la suite de la Révolution française?

- 5 Un colloque qui donne beaucoup à connaître et fait non moins penser, est une chose assez rare. C'est pourquoi nous devons remercier son organisateur, Michel Pertué, l'université d'Orléans et tous ceux qui l'ont rendu possible, depuis le président du Sénat de l'époque jusqu'aux autorités locales et régionales qui nous ont permis de disposer de ce bon livre qui sera longtemps consulté avec le plus grand profit.